

L'engagement citoyen s'éloigne du monde politique, mais il existe encore

Le citoyen poussé à la résignation

Le désintérêt du citoyen wallon pour la chose publique est presque devenu une évidence. Le baromètre social de l'Iweps (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), à paraître cette semaine, confirme la chose puisqu'il ressort de cette étude que 76% des Wallons – l'enquête porte sur 1 292 individus – se sentent impuissants face aux changements actuels. Les individus ont globalement le sentiment qu'ils sont incapables d'agir sur leur environnement. D'où un désengagement à l'égard du monde politique. Un phénomène qui est renforcé par *“la complexité de notre société”*, explique Rebecca Cardelli, attachée scientifique auprès de l'Iweps et coresponsable du baromètre social. *“Ce sentiment d'impuissance peut être mis en perspective avec le discours politique actuel qui parle d'austérité. On a le sentiment qu'on dit au citoyen qu'il doit se résigner et on véhicule au niveau politique ce sentiment d'impuissance en reportant la responsabilité sur d'autres niveaux de pouvoir”*, explique pour sa part Sébastien Brunet, administrateur général de l'Iweps.

Tout n'est pas noir

Mais tout n'est pas noir et le baromètre social tend à démontrer que ce sentiment d'impuissance du citoyen ne l'éloigne pas pour autant d'un besoin d'engagement. Car si 76% se sentent impuissants, on constate que tous ne restent pas inactifs: *“Nous avons croisé les données sur le sentiment d'impuissance avec celles qui concernent l'engagement associatif et les résultats sont étonnants. Le secteur associatif répond manifestement mieux aux attentes des citoyens qui envisagent, de cette façon, leur rôle d'un point de vue politique”*, poursuit Rebecca Cardelli.

Et Sébastien Brunet d'aller plus loin en appelant le monde politique à en tenir compte: *“Le politique doit pouvoir mobiliser ces moyens d'action potentiels. Et si la confiance dans le politique chute, son rôle reste d'avoir une vision collective en donnant, par exemple, des moyens au monde associatif. S'il ne le fait pas, ce sont les lobbys les plus importants qui vont occuper le terrain. La Wallonie n'est donc pas une terre de désœuvrement. Et même si 46% sont totalement désillusionnés, 54% des citoyens s'engagent. L'engagement politique classique change”*.

L'Iweps a donc divisé l'ensemble de la population wallonne en quatre catégories (voir ci-contre). A chacun de voir dans laquelle il se retrouve le mieux.

Stéphane Tassin

Les désillusionnés

La méfiance à l'égard de l'autre est importante

Apathie politique. C'est le groupe le plus important. *"Si l'on compare ce groupe à l'ensemble de la population, on constate que les citoyens désillusionnés se positionnent plus négativement sur toutes les dimensions, qu'il s'agisse des comportements en matière d'engagement ou des attitudes et perceptions",* explique-t-on à l'Iweps. C'est évidemment dans ce groupe que l'on retrouve le plus de personnes qui s'engagent, de façon diverse, au niveau politique. C'est dans ce groupe que l'on retrouve le plus grand nombre de personnes qui n'iraient

pas voter si le vote n'était plus obligatoire (53 % contre 45 % au sein de la population). Ce sont eux les plus méfiants à l'égard des institutions et l'apathie politique est évidente. 29 %

seulement des citoyens désillusionnés se disent "très intéressés" par la politique (43 % au sein de la population). Enfin, ils se différencient aussi des trois autres groupes dans leur perception à l'égard des immigrés: "Ils sont 74 % à considérer que les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale (contre 65 % au sein de la population)", explique Rebecca Cardelli. D'ailleurs, leur méfiance à l'égard d'autrui en général est également plus

importante que dans les autres groupes. "Il ressort de l'analyse du premier groupe que la présence d'un sentiment d'impuissance chez les citoyens est associée, en l'absence d'engagement, à de la méfiance, de l'apathie politique et à une certaine forme d'ethnocentrisme".

Les sceptiques

Ceux qui s'engagent le plus

Militants. Selon le baromètre social de l'Iweps, ce deuxième groupe en termes d'importance est assez surprenant puisque c'est dans ce groupe que l'on retrouve le plus de personnes engagées politiquement ou dans le milieu associatif, et qui ont un intérêt pour la chose publique plus important que le reste de la population (54 %). *"C'est parmi les sceptiques que l'on retrouvera davantage d'individus militants sur le plan politique. Ils sont plus attachés au vote (63 % d'entre eux continueraient d'aller voter si le vote n'était plus obligatoire)",* explique-t-on à l'Iweps. Pour ce qui est du rapport de confiance à l'autre, les sceptiques présentent un degré de confiance à l'égard d'autrui (60 %) plus important que chez les désillusionnés. Sur la question de l'immigration et de son poids sur la sécurité sociale, les sceptiques sont 65 % à penser qu'elle représente un poids (contre 74 % chez les désillusionnés): *"Le fait d'être engagé dans une structure associative semble donc réduire les perceptions négatives que les individus peuvent avoir à l'égard des immigrés",* explique Thierry Bornand, attaché scientifique à l'Iweps. **S. Ta.**

Les engagés confiants

Ils soutiennent les institutions

Ouverture. Dans ce groupe (proche des sceptiques par leur comportement), on retrouve des personnes chez qui le sentiment d'impuissance est très peu présent. Ils soutiennent le système de participation politique dans sa forme conventionnelle. *“Nous sommes en présence d'individus engagés qui diversifient les formes de leur engagement à travers l'engagement politique, mais aussi l'engagement associatif”,* explique Rebecca

Cardelli. Dans ce groupe, 65% des personnes se disent intéressées par la politique (contre 43% au sein de la population). En ce qui

concerne la confiance envers les autres,

ces citoyens témoignent d'une

confiance plus grande que la

population en général. *“Ils*

partagent majoritairement des

valeurs d'ouverture et de liberté

d'expression. Elles sont plus

présentes dans ce groupe que

dans les autres. On peut

supposer que l'engagement

associatif et l'absence de

sentiment d'anomie (de

détricotage des normes) favorisent

ces valeurs. Ils sont 43% (contre

74% chez les déçus) à

penser que les immigrés sont un poids

pour la sécurité sociale”, précise

Thierry Bornand. Ce groupe considère

même que la liberté d'expression est l'un

des objectifs politiques les plus importants.

S. Ta.

Les non-engagés confiants

Ils n'éprouvent pas le besoin de s'engager

Sentiment d'impuissance absent *“Ce groupe minoritaire en Wallonie se comporte, sur le plan politique, de façon assez identique à l'ensemble de la population sauf en ce qui concerne l'activisme. Cette forme de participation politique est moins présente chez eux. Ils ne se sentent pas impuissants vis-à-vis des grands changements de*

société mais n'éprouvent pas le besoin de

s'engager”, précise Rebecca Cardelli. Les

non-engagés sont aussi les moins

méfiant à l'égard des institutions,

même si nombre d'entre eux iraient

voter moins systématiquement si

les élections régionales n'étaient

plus obligatoires. C'est surtout en

ce qui concerne la confiance

interpersonnelle que les différences

importantes se dessinent entre ce

groupe de citoyens et la population en

général. *“Ils sont plus nombreux à*

adopter une attitude positive envers les

immigrés comparativement à l'ensemble de la

population. 46% d'entre eux ne partagent pas l'idée selon laquelle les

immigrés sont une charge pour la sécurité sociale du pays contre 35% de

la population totale”, conclut notre interlocutrice. S. Ta.